



L'organisation territoriale de l'État : Où en est la déconcentration ?

Sommaire

L'organisation territoriale de l'État : Où en est la déconcentration ?.....	1
L'organisation territoriale de l'Etat en quelques points clés	2
1. L'organisation territoriale de l'Etat	4
1.1 La réforme territoriale engagée par le gouvernement depuis 2014	4
Ouvrages.....	4
Articles.....	9
Discours et communications.....	15
Dispositif législatif.....	15
Sites Internet.....	16
1.2 La réforme territoriale engagée par le gouvernement avant 2014.....	17
Ouvrages.....	17
Articles.....	19
Dispositif législatif.....	22
2. La gestion des ressources humaines à l'heure de la réorganisation territoriale.....	23
Ouvrages.....	23
Articles.....	24
3. Les dispositifs budgétaires et comptables (LOLF, Chorus, Budgets opérationnels de programme, ...)	25
Ouvrages.....	25
Articles.....	27

L'organisation territoriale de l'Etat en quelques points clés

La réforme de l'administration déconcentrée, engagée dans le cadre de la révision générale des politiques publiques (RGPP) et poursuivie par la Modernisation de l'administration publique (MAP), a entraîné **une réorganisation structurelle des services régionaux et départementaux** de l'Etat. Cette nouvelle organisation favorise l'interministérialité des structures. Le niveau régional devient « le niveau commun de droit commun de pilotage des politiques publiques de l'Etat dans les territoires ». Le département devient l'échelon de mise en œuvre de ces politiques. **La prééminence de la préfecture de région sur les préfectures de département est consacrée.**

La réforme de l'Etat dans les territoires et la réforme des collectivités territoriales ont été menées conjointement. Les services régionaux de l'Etat ont ainsi anticipé la fusion des régions. Une **organisation multi-sites** a prévalu afin de maintenir les services de l'Etat sur l'ensemble du territoire de la nouvelle région et faciliter la gestion des ressources humaines. Le choix fait **d'implanter plusieurs pôles spécialisés de services régionaux** permet de diffuser les compétences régionales de l'Etat en tous points du territoire, tout en réalisant les économies et gains d'efficacité qui étaient aussi recherchés.

Dans une volonté de renforcer l'échelon de proximité, **l'Etat a conforté son échelon départemental.**

La [circulaire du Premier ministre en date du 24 juillet 2018](#) sur l'organisation territoriale des services publics et la [circulaire sur la déconcentration et organisation des administrations centrales du 24 juillet 2018](#) fixent le cadre d'une évolution notable de l'organisation des services déconcentrés de l'Etat dans les années à venir. Elle trace des pistes d'évolution du périmètre des missions de l'Etat. Elle cherche à introduire plus de « souplesse » et de « modularité » dans l'organisation des services départementaux de l'Etat et à rationaliser les moyens de fonctionnement en fixant des objectifs de mutualisation.

Au-delà de leurs implantations, la réorganisation des services déconcentrés de l'Etat a été l'occasion d'un **profond renouvellement de leurs modes de fonctionnement**. Les services de l'Etat ont modernisé leurs outils et méthodes de travail. Et dans le domaine de ressources humaines, les gestionnaires locaux disposeront de prérogatives plus larges pour gérer la carrière des agents.

La [circulaire du 12 juin 2019 relative à la mise en œuvre de la réforme de l'organisation territoriale de l'Etat](#) pose le principe d'une réorganisation des services déconcentrés de l'Etat et vise à *clarifier les répartitions des compétences entre l'Etat et les collectivités territoriales, réorganiser les services déconcentrés, gagner en efficacité et donner plus de pouvoirs de gestion aux responsables déconcentrés.*

La réorganisation des services déconcentrés visent à "mieux exercer les missions prioritaires du Gouvernement et renforcer les services responsables" et à rendre le service au plus près des usagers.

Il en résulte la création de structures à vocation interministérielle, les **secrétariats généraux communs** aux préfectures et aux directions départementales interministérielles (SGC). Une [circulaire datée du 2 août 2019](#), adressée à l'ensemble des préfets précise les objectifs, le périmètre des missions et les modalités d'organisation de ces SGC.

Un [coordonnateur national](#), placé auprès du secrétaire général du Gouvernement, est chargé de coordonner la mise en œuvre de la réforme des services déconcentrés de l'Etat.

Un décret de février 2020 acte la création des secrétariats généraux communs DDI-préfectures qui sera reportée à janvier 2021 du fait de la crise sanitaire). En août, les DDI sont rattachées au ministère de l'Intérieur (décret n° 2020-1050).

La reconfiguration des structures régionales déconcentrées de l'emploi et de la jeunesse sont officialisées le 10 décembre 2020. Le [premier décret](#) précise les contours des futures Dreets (directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités) et des Ddeets (directions départementales de l'emploi, du travail et des solidarités), qui succéderont à partir du 1er avril 2021 aux Direccte et à leurs unions départementales en y intégrant des missions de cohésion sociale. Un [second décret](#) crée au 1er janvier 2021 des délégations régionales académiques à la jeunesse, à l'engagement et aux sports et réorganise les services déconcentrés de l'Etat compétents en matière de jeunesse, de vie associative, d'engagement et de sports.

En raison de la crise sanitaire, ces réorganisations, prévues initialement en juin, ont été reportées. Tel est le cas aussi du *projet de loi 3D, pour décentralisation, différenciation et déconcentration.*

- Des bibliographies spécifiquement consacrées à la [Réforme de l'Etat](#), et à [l'Administration territoriale](#) sont à votre disposition sur le site de l'École Nationale d'Administration.



QUELQUES LECTURES CLÉS :

Les enjeux de la réforme territoriale / École nationale d'administration, Centre d'expertise et de recherche administrative (CERA) ; sous la direction de Gérard Marcou.

Strasbourg ; Paris : ENA, 2015. - p.880-1153 ; 24 x 16 cm. - (Revue française d'administration publique ; 156)

Comprend notamment les articles suivants : *Point de vue : quel bilan et quel rôle pour les administrations déconcentrées de l'Etat ?* / Werner Gagneron ; *L'Etat et le territoire : quelles missions pour quelle vision ?* / Nicolas Kada ; *L'Etat, la décentralisation et les régions* / Gérard Marcou.

Accès réservé aux publics de l'Ecole



Cour des comptes

[Les services déconcentrés de l'Etat : clarifier leurs missions, adapter leur organisation, leur faire confiance : rapport public thématique](#)

Décembre 2017. -- Paris : La Documentation française, 2017. -- 269 p. ; 24 cm.



Groupement de recherche sur l'administration locale en Europe (Gis-Grale-CNRS) **Les territoires de l'Etat**

Paris : Le Moniteur, 2017. -- 807 p. ; 24 x 16 cm. -- (Droit et gestion des collectivités territoriales)

Pontier, Jean-Marie

La réforme de l'organisation territoriale de l'Etat

In : L'Actualité juridique Droit administratif (AJDA), n°5, 10 février 2020, p. 281-288.

La réforme administrative est un thème permanent depuis les débuts de la Ve République. L'un des champs privilégiés a été celui des structures de l'administration locale et des rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales. Mais celle-ci ne peut réussir sans une réforme parallèle de l'administration territoriale de l'Etat. Depuis deux ans, le Premier ministre a pris plusieurs circulaires relatives à la réforme des structures administratives, centrales et territoriales, notamment la circulaire du 12 juin 2019 qui développe une réflexion sur ce que doit faire l'Etat. Il reste à se demander si les dispositions prises sont de nature à apporter un vrai changement.

Accès réservé aux publics de l'Ecole



1. L'organisation territoriale de l'Etat

1.1 La réforme territoriale engagée par le gouvernement depuis 2014

Ouvrages



Administration générale et territoriale de l'Etat : mission ministérielle : projets annuels de performance : annexe au projet de loi de finances pour 2021

S.l. : s.n., 2020 – 151 p.

La création du nouveau programme 354 « Administration territoriale de l'État » en 2020 visait à renforcer l'efficacité du fonctionnement des services déconcentrés par une mutualisation accrue de ses moyens et par le développement de la modularité des organisations. En 2021, la mise en oeuvre des secrétariats généraux communs départementaux entérine une nouvelle étape de la modernisation du réseau, en regroupant l'ensemble des ressources des préfectures et des directions départementales interministérielles, voire des directions régionales et secrétariats généraux pour les affaires régionales. L'objectif recherché est celui de la mutualisation des fonctions support pour favoriser leur professionnalisation et le redéploiement d'agents sur des tâches « coeur de métier ».



Assemblée nationale

Le projet de loi de finances pour 2021 : annexe n°3 : Administration générale et territoriale de l'Etat / au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire : rapporteure spéciale Jennifer de Termmerman ; rapporteur général Laurent de Saint-Martin

Paris : Assemblée nationale, 2020 – 44 p. ; 24 cm – (Rapport AN ; 3399)



Assemblée nationale

Rapport sur l'évaluation de l'impact de la loi n° 2015-591 du 7 août 2015 relative à la nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe) : rapport d'information / Bruno Questel et Raphaël Schellenberger ; au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire

Paris : Assemblée nationale, 2019 – 65 p. ; 24 cm – (Rapport AN ; 2539)



Cohen, Pierre

La relation entre les régions et les métropoles dans la nouvelle organisation territoriale de la République : rapport à Marylise Lebranchu, ministre de la décentralisation et de la fonction publique

2015. - 75 p. ; 30 cm



Comité d'action publique 2022

Service public : se réinventer pour mieux servir : nos 22 propositions pour changer de modèle / sous la présidence de Véronique Bédague-Hamilius, Ross McInnes, Frédérique Mion

S.l. : s.n., 2018. - 113 p. ; 30 cm.



Cour des comptes

La dématérialisation de la délivrance de titres par les préfectures

Extrait du Rapport public annuel 2020, Tome 2 - 28p.



Cour des comptes

Mission Administration générale et territoriale de l'Etat : Note d'analyse de l'exécution budgétaire 2019

61 p.

Comprend l'évolution des emplois et dépenses de personnel des préfectures.



Cour des comptes

Le réseau des sous-préfectures : entre statu quo et expérimentation

Extrait du Rapport public annuel 2015, tome 2 - 17 pages

352.43 RAP

Cour des comptes

Les services déconcentrés de l'Etat : clarifier leurs missions, adapter leur organisation, leur faire confiance : rapport public thématique

Paris : La Documentation française, 2017. -- 269 p. ; 24 cm.

L'État peut-il exercer ses compétences de manière plus efficace sur le territoire ? Ce chantier est devenu permanent, avec la réforme de l'administration territoriale de l'État en 2010 et celle des régions en 2016. La Cour entend y répondre avec pragmatisme au terme d'une enquête menée dans deux régions et cinq départements. Les services déconcentrés de l'État emploient 1,3 millions d'agents et représentent pour le citoyen un échelon de proximité. Certaines de leurs missions se trouvent en forte tension alors que l'impact des nouvelles technologies sur le dimensionnement du réseau territorial n'a pas été pleinement pris en compte. Les services déconcentrés continuent d'intervenir dans des domaines que le législateur a décentralisés. Si la fusion de circonscriptions régionales a été menée à bien selon un calendrier serré, toutes ses conséquences en termes d'efficacité de gestion n'en ont pas été tirées. L'échelon infra-départemental des services déconcentrés constitue un réseau dense dont le redéploiement est nécessaire. Enfin, contrairement aux principes affichés de déconcentration des moyens de l'État, la gestion des ressources humaines demeure centralisée et rigide. La Cour recommande de réorganiser les services déconcentrés autour de leurs missions prioritaires, de faire du numérique un levier de leur transformation, d'accélérer l'adaptation de leur organisation et de leur faire davantage confiance dans la gestion de leurs moyens

352.288 SER



Cytermann, Jean-Richard ; Alfandari, Jean-Michel ; Christmann, Philippe

Quelle évolution de l'État territorial pour l'éducation nationale, l'enseignement supérieur et la recherche ? / Inspection générale de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche

Paris : IGAENR, 2015. - 46 p. ; 30 cm



De Bujadoux, Jean-Félix

Les réformes territoriales

Paris : PUF, 2020. - 128 p. ; 18 cm. - (Que sais-je ?)

352.14 BUJ



Eurogroup consulting

Quelles stratégies et quelles organisations pour les territoires de demain ? / Eurogroup Consulting ; avec la participation de l'Ecole nationale d'administration et de la Direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP)

Puteaux : Eurogroup consulting France, 2016. -- 178 p. ; 21 cm.

352.14 QUE



Europa

Les nouvelles formes d'organisation territoriale en Europe : dossier

Limoges : CNFPT, Europa, 2020. - 58 p. ; 30 cm. - (Revue européenne de l'action publique REAP ; 3)

Avant-propos : la déconcentration, un concept récemment nommé, une réalité ancienne, une tendance mondiale du mouvement de réforme de l'administration publique / Anna Azam-Pradeilles. Etat des lieux de la déconcentration en Europe : quelles perspectives, quelles évolutions de l'organisation de l'Etat ? / Nadine Poulet-Gibot-Leclerc. 1. LA DECONCENTRATION UNE REALITE DIFFRACTEE. Un enterrement sans obsèques : la fin du préfet portugais : Luis Fabrica. La réforme territoriale de l'administration publique en Hongrie / Viktoria Linder. Décentralisation et déconcentration au Maroc (1993-2018) : Une déconcentration qui peine à se mettre en place malgré un contexte juridique favorable / Anne Azam-Pradeilles. Irlande : la centralisation persiste / Brid Quinn. Quelles perspectives pour les services déconcentrés de l'Etat en France ? (à propos du rapport de la Cour des comptes rendu public en novembre 2017) / Hélène Pauliat. Le Regierungspräsident, à la croisée des ministères et des acteurs locaux / Clarisse Kauber. 2. LA DECONCENTRATION EN QUETE



DE COHERENCE. La fragilité des instruments de coopération et de coordination intergouvernementale en Espagne / José Ruano. Le développement des régions au sein de l'administration publique / Maria Horehajova, Jana Marasova. Réformes territoriales : où en est la Belgique ? / Jean- François Husson. , La cohérence de l'action publique territoriale mise à l'épreuve à l'ère du fédéralisme / Christian de Visscher. 3. LA DECONCENTRATION : UNE DIMENSION OCCULTEE. La réforme territoriale en Italie : une évolution inachevée / Giuseppe Bettoni. La réforme territoriale au Grand-Duché de Luxembourg / Franz Clement.
352.140 94 NOU



Les enjeux de la réforme territoriale / École nationale d'administration, Centre d'expertise et de recherche administrative (CERA) ; sous la direction de Gérard Marcou.

Strasbourg ; Paris : ENA, 2015. - p. 880-1153 ; 24 x 16 cm. - (Revue française d'administration publique ; 156)

Comprend notamment les articles suivants : Point de vue : quel bilan et quel rôle pour les administrations déconcentrées de l'Etat ?/ Werner Gagneron ; L'Etat et le territoire : quelles missions pour quelle vision ?/ Nicolas Kada ; L'Etat, la décentralisation et les régions/ Gérard Marcou

Accès réservé aux publics de l'Ecole



L'évolution de l'organisation régionale de l'Etat consécutive à la nouvelle délimitation des régions / Inspection générale de l'administration, Inspection générale des finances, Inspection générale des affaires sociales.

Paris : IGA : IGF : IGAS, 2015. - 148 p. ; 30 cm.

352.14 EVO



France Stratégie

2017/2027 : dynamiques et inégalités territoriales : enjeux

Paris : France stratégie, 2016 – 8 p.



Granero Aurorra (dir.)

La France des 13 régions, une réforme aboutie ?

Paris : L'Harmattan, 2020. - 267 p. ; 24 x 16 cm. - (Grale)

Voir notamment : Les relations entre la région et les administrations déconcentrées : vers une responsabilité territoriale partagée / Mireille Monier.

352.14 FRA



Groupement de recherche sur l'administration locale en Europe (Gis-Grale-CNRS)

Les territoires de l'Etat

Paris : Le Moniteur, 2017. -- 807 p. ; 24 x 16 cm. -- (Droit et gestion des collectivités territoriales)

Contributions sur l'organisation territoriale de l'Etat, son implantation et ses services publics sur le territoire français abordant la réorganisation des finances publiques, l'avenir des sous-préfectures ou encore la restructuration des académies.

Contient notamment les articles suivants : Introduction : Les territoires de l'Etat / Nicolas Kada. L'organisation territoriale de l'Armée / Jean-Christophe Videlin. La réorganisation territoriale des administrations des finances publiques : le cas de la DGFIP / Romain Bourrel. Réforme des sous-préfectures d'arrondissement. Rien ne bouge et tout change ! / Jean-Michel Bricault. L'évolution de l'Etat territorial dans l'Education nationale, l'enseignement et la recherche / Isabelle Muller-Quoy. Le rapprochement des agences régionales de santé et des acteurs territoriaux à l'aune de la loi du 26 janvier 2016 / Anne Froment-Maire. Les maisons de l'Etat, nouvel avatar de la présence de l'Etat dans les territoires ? / Martine Long. Du territoire aux territoires, les transformations de l'action publique / Florence Crouzatier-Durand. Des informations géographiques au service des territoires de l'Etat / Geneviève Koubi. Le renouvellement de l'Etat territorial : le prisme de la décentralisation autonome / Pierre-Yves Chicot. De l'aménagement à l'égalité des territoires : quelle stratégie pour l'Etat ? / Damien Augias. La réforme de "l'Etat territorial" confrontée aux lois du service public / Virgine Donier. Déconcentration, décentralisation ou délégation ? / Sylvie Joubert. Les nouveaux territoires de

l'action de l'Etat, facteur de complexité administrative / Emilie Marcovici. Les territoires de l'Etat à l'ère numérique / Henri Oberdorff.



Inspection générale de l'administration

Constitution de secrétariats généraux communs aux préfetures et aux directions départementales interministérielles : rapport / établi par Hervé Masurel, Nathalie Gimonet, Christine Perrault... [et al.] ; Inspection générale de l'administration, Inspection générale des services de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, Conseil général de l'environnement et développement durable, Inspection général de la jeunesse et des sports, Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux.

Paris : IGA, IGSCCRF, CGEDD, IGJS, CGAAER, 2019 -98 p. ; 30 cm.- Rapport IGA n° 19016R.
352.29 CON



Inspection générale de l'administration ; Acar, Bruno ; Reix, Bruno

Délégation de compétences et conférence territoriale d'action publique, de nouveaux outils au service de la coopération territoriale / établi par Bruno Acar, et Patrick Reix ; Inspection générale de l'administration.

Mai 2017. - Paris : IGA, 2017. - 93 p. ; 30 cm.

Les lois du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MATPAM) et du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) ont renforcé le régime de délégations de compétences et mise en place des Conférences territoriales de l'action publique (CTAP). Il a été demandé à l'Inspection générale de l'administration d'apprécier la contribution de ces nouveaux dispositifs à la clarification et rationalisation de l'action publique locale ainsi qu'à l'adaptation aux besoins des territoires.

352.14 ACA



Inspection générale de l'administration

L'évaluation des politiques partagées entre l'Etat et les collectivités territoriales / établi par Bruno Acar, Xavier Giguet ; Inspection générale de l'administration (IGA)

Juin 2020. - Paris : IGA, 2020. - 103 p. ; 30 cm - Rapport n° 20018-R.

L'évaluation des politiques publiques associant aujourd'hui l'État et les collectivités territoriales, pourtant au coeur de l'action publique, apparaît encore comme le parent pauvre de l'évaluation. Si chaque acteur intervient dans son domaine de compétence propre, la pratique d'une évaluation partagée entre, d'une part, l'État et, d'autre part, les collectivités apparaît, en creux, comme un manque tant au niveau national, que territorial. Le rapport remis par l'IGA au gouvernement, propose différentes idées, pour encourager des démarches de ce type.

352.14 EVA



Inspection générale de l'administration

Missions d'examen de l'organisation et du fonctionnement des directions départementales interministérielles (DDI) : rapport de synthèse 2017 / établi par les membres du comité de pilotage inter-inspections des DDI ; IGA - IGAS - IGJS - IGSCCRF - CGEDD - CGAAER

Paris : IGA, 2018. -- 57 p. ; 30 cm. - Rapport n°18022-R. -- 5eme rapport de synthèse.

352.14 MIS



Inspection générale des finances

Revue des missions, de l'organisation et des moyens des services déconcentrés du ministère de la culture / Inspection générale des finances (IGF), Inspection de générale de l'Administration (IGA), Inspection générale des affaires culturelles (IGAC)

Paris : IGF, 2018 – 102 p.

La première partie présente une revue des missions analysée au regard des contextes culturels régionaux et des moyens dont disposent les services déconcentrés. Les entretiens menés par la mission, abordés en deuxième partie, montrent que les DRAC jouent un rôle de pivot déterminant des politiques culturelles, générant de nombreux partenariats. Toutefois des fragilités apparaissent, accentuées par les réformes territoriales de 2014 et 2015. Pour ces services qui jouent un rôle moteur dans la politique de démocratisation culturelle et en faveur

de la cohésion sociale des territoires, il apparaît indispensable d'insuffler une nouvelle dynamique : dans un troisième temps, la mission préconise donc un ensemble de neuf mesures.

Sénat



[Agir pour nos concitoyens : redonner de la proximité et de l'efficacité à l'action publique dans les territoires](#) : rapport d'information sur l'implantation des services de l'État dans les territoires : état des lieux et enjeux financiers / Jacques Genest, fait au nom de la commission des finances

Paris : Sénat, 2020 – 108 p. ; 24 cm. -- (Les rapports du Sénat ; 334)
352.14 AGI

Sénat



[Laisser respirer les territoires](#) : les conclusions de la mission de contrôle et de suivi de la mise en oeuvre des dernières lois de réforme territoriale : rapport d'information / Mathieu Darnaud, René Vandierendonck, Pierre-Yves Collombat, Michel Mercier ; fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale sur la mission de suivi et de contrôle des dernières lois de réforme des collectivités territoriales

Paris : Sénat, 2017. -- 103 p. ; 24 cm. -- (Les rapports du Sénat ; 485)

Comporte trois parties : Le renforcement des régions et des intercommunalités; les capacités d'adaptation des départements et des communes aux nouvelles contingences locales ; et les services de l'Etat, une carte bouleversée, un équilibre à trouver.

352.14 LAI

Sénat



[La marche en avant de l'administration préfectorale](#) : rapport d'information sur l'avenir des préfetures / par Michèle André ; fait au nom de la commission des finances

Paris : Sénat, 2014. -- 99 p. ; 24 cm. -- (Les rapports du Sénat ; 753)
352.14 MAR

Sénat



[Projet de loi de finances pour 2021 : Les moyens des politiques publiques et dispositions spéciales : Administration générale et territoriale de l'État](#) : Rapport général n° 138 (2020-2021) de Mme Isabelle Briquet, fait au nom de la commission des finances

Paris : Sénat, 2020– 28 p. ; 24 cm -- (Rapport Sénat ; 138)

Sénat



[Où va l'Etat territorial ? : le point de vue des collectivités](#) : rapport d'information / par Eric Doligé et Marie-Françoise Perol ; au nom de la délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation

Paris : Sénat, 2016. -- 152 p. ; 24 cm. -- (Les rapports du Sénat ; 181)
352.288 OUV

Sénat



[Quand la réforme rencontre les territoires](#) : deuxième rapport d'étape de la mission de contrôle et de suivi de la mise en oeuvre des lois de réforme territoriale : rapport d'information de MM. Mathieu Darnaud, René Vandierendonck, Pierre-Yves Collombat et Michel Mercier, fait au nom de la commission des lois

Paris : Sénat, 2016. -- 67 p. ; 24 cm. -- (Les rapports du Sénat ; 730)
352.14 QUA

Sénat



[Réforme territoriale : les premiers retours de l'expérience du terrain](#) : rapport d'information / de Mathieu Darnaud, René Vandierendonck, Pierre-Yves Collombat et Michel Mercier, fait au nom de la commission des lois

Paris : Sénat, 2016. -- 67 p. ; 24 cm. -- (Les rapports du Sénat ; 493)
352.14 REF



Sénat

Sous-préfectures : l'Etat à proximité : rapport d'information sur la réforme de l'administration sous-préfecturale et sa contribution au maintien de la présence de l'Etat dans les territoires / par Hervé Marseille ; au nom de la commission des finances

Paris : Sénat, 2017. -- 175 p. ; 24 cm. -- (Les rapports du Sénat ; 420)

352.288 SOU



Les services de l'administration territoriale de l'état en charge de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes : rapport / établi par François Auvigne, Hervé Masurel ; Inspection générale des finances, Inspection générale de l'administration

Paris : IGA : IGF, 2015. - 91 p. ; 30 cm

352.14 SER



Simplification et rationalisation des outils de pilotage et modalités de compte rendu de l'administration territoriale de l'Etat / Jean-Pascal Cogez, Philippe Debrosse, Huguette Mauss, ... [et al.] ; Inspection générale des finances, Inspection générale de l'administration, Inspection générale des affaires sociales

Paris : IGA : IGF : IGAS, 2014. - 41 p. + annexes ; 30 cm.

La notion d'outil de pilotage et de modalités de compte rendu couvre toute activité de remontée d'information (reporting) d'un service de l'administration territoriale, générée par le pilotage qu'exercent les différents échelons administratifs dont il relève. En annexe, bilan pour les préfectures, les secrétariats généraux aux affaires régionales et pour les différentes directions.

352.14 SIM



Situation et positionnement de l'encadrement intermédiaire dans les directions départementales interministérielles (DDI) / Gérard Bessière, Anne Bruant-Bisson, Alain Lopez ... [et al.] ; Inspection générale de la jeunesse et des sports (IGJS), Inspection générale des affaires sociales (IGAS), Inspection générale de l'administration (IGA), Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD), Inspection générale des services de la concurrence de la consommation et de la répression des fraudes (IGSCCRF), Conseil général de l'alimentation de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAAER)

Septembre 2017. -- Paris : IGA, 2017. -- 172 p. ; 30 cm. - Rapport n°17023-01

352.14 SIT



La transition numérique de l'administration territoriale de l'Etat / Remi Toussain, Sylvie Escande-Vilbois, Nicolas Géraud ; avec l'appui de Marie-Claire Chapron et Justine Janvier ; Inspection générale des finances, Inspection générale de l'administration.

Paris : IGA : IGF, 2016. - 43 p. + annexes ; 30 cm.

352.14 TRA

Articles

Une approche économique de la réforme territoriale / Sandro Martin, Arthur Souletie, Sébastien Turban ... [et al.]

In : Lettre Trésor-éco, n° 154, octobre 2015, 8 p.

Babusiaux, Christian

L'organisation territoriale de l'Etat est-elle en ligne avec les principes constitutionnels et le droit budgétaire ?

In : Droit administratif, n° 2, 2015, février, p. 11-17

Accès réservé aux publics de l'Ecole



Béhar, Daniel

Réforme territoriale : la fin d'un cycle ?

In : L'économie politique n° 68, 2015, octobre-novembre-décembre, p. 36-46

Accès réservé aux publics de l'Ecole



Bottini, Fabien

L'impact du New public management sur la réforme territoriale

In : Revue française de droit administratif (RFDA) n° 4, 2015, juillet-août p. 717-725

Le New public management (NPM) inspire de nombreuses réformes en cours de l'administration territoriale. Conformément aux recommandations du NPM, ces réformes ont pour finalité la réalisation d'économies par la simplification du millefeuille administratif et une remise en cause de la clause générale de compétences (CGC); l'accroissement du rendement des administrations locales en libéralisant leur action et en mutualisant davantage leurs moyens; le renforcement de l'efficacité de l'action publique en tenant compte davantage à l'identité locale et en approfondissant la démocratie locale.

Accès réservé aux publics de l'Ecole



Bouillon, Henri

Premier bilan pour les préfetures nouvelle génération

In : La semaine juridique. Administrations et collectivités territoriales. 2019, n° 15, 15 avril. p. 19-22.

Le plan "préfetures nouvelle génération"(PPNG), initié en 2015, poursuit plusieurs objectifs : recentrage sur les missions régaliennes, adaptation corrélée des moyens matériels et humains, rénovation des relations usagers-administration déconcentrée. Une décision du Défenseur des droits du 3 septembre 2018 et une annexe au rapport de la commission des finances de l'Assemblée nationale pour le projet de loi de finances 2019 (programme 307) permettent d'en dessiner un premier bilan notamment autour des enjeux de dématérialisation.

Accès réservé aux publics de l'Ecole



Bouillon, Henri

[Le principe de modularité : l'adaptation de l'organisation des préfetures au miroir des rapports de stage des élèves de l'ENA \(2014-2017\)](#)

In : Les papiers de recherche de l'ENA, Collection AGP administration et gestion publique, n° 6, 2018, 31 p. Énoncé par le décret du 7 mai 2015 portant Charte de la déconcentration, le principe de modularité permet aux préfets de moduler l'organisation des services déconcentrés en fonction des spécificités propres à leur circonscription.

Les cartes de l'action publique : dossier

In : Les Cahiers de la fonction publique et de l'administration n° 343, 2014, mai p. 33-55

Entretien avec Paul Bernard, préfet de région honoraire/ Propos recueillis par Mattias Guyomar. Les déclinaisons administratives du territoire : deux siècles de stabilité/ Grégoire Bigot. Histoire(s) de la carte régionale en France/ Mathieu Lhériveau. La carte préfectorale et sous-préfectorale : histoire, actualité et perspectives/ Jean-Charles Savignac. La carte des académies : les harmonisations passées, présentes et à venir/ Jacques Veyret. Le territoire de santé : un nouveau cadre en santé pour un exercice coordonné et intégré/ Philippe Marin.

Chouraqui Julie

Les réformes et l'État et la transformation des services publics : des tendances internationales au local, quels effets pour les territoires ?

In : Annales de géographie, 2020/2, n° 732, p. 5-30.

Le conseil supérieur de l'appui territorial, CSATE : dossier

In : Civique n° 236, décembre-janvier 2017, p. 28-34

Défenseur des droits

Des difficultés croissantes pour les démarches administratives : l'exemple du Plan Préfectures Nouvelle Génération (PPNG)

Extrait du [Rapport annuel d'activité 2017 du Défenseur des droits](#), p.53 et suivantes.

Gérard, Patrick

Premier point sur la réforme de l'Etat territorial

In : L'Actualité juridique. Droit administratif (AJDA) n° 8, 2015, 9 mars p. 432-436

Accès réservé aux publics de l'Ecole



Lacombe Isabelle

La difficile articulation du pilotage des territoires dans le secteur public

In : Management & Avenir, 2020/4 (N° 118), p. 15-36.

Accès réservé aux publics de l'Ecole



Le Clainche Michel

Le changement dans l'administration territoriale de l'État

In : Gestion & Finances Publiques, 2019/3 (N° 3), p. 110-117.

Cet article a été publié dans l'ouvrage collectif « Fonction(s) publique(s), le défi du changement » de 2018 et de ce fait ne prend pas en compte les réformes engagées en 2019.

Accès réservé aux publics de l'Ecole



Le Roux, Mylène

Administration déconcentrées : fascicule 116

In : Encyclopédie JurisClasseur Administratif, 1er mars 2019

Accès réservé aux publics de l'Ecole



La loi NOTRe : un vrai big bang territorial ? : [dossier]

In : L'Actualité juridique. Droit administratif (AJDA), n° 34, 2015, 19 octobre, p. 1897-1925

Accès réservé aux publics de l'Ecole



Manrique, Jean-Charles

D'une conférence territoriale de l'action publique à un Conseil de la gouvernance des territoires

In : Pouvoirs locaux n° 107, décembre 2015-janvier 2016, p. 11-19

Marcovici, Emilie

L'acte V (5) de la déconcentration ou la nécessaire métropolisation de l'action de l'Etat dans les territoires

In : La semaine juridique. Administrations et collectivités territoriales n° 4, 2015, 26 janvier, p. 42-48

L'article interroge l'équilibre entre déconcentration et décentralisation à l'heure des décisions prises dans le cadre de la MAP en 2013. Il présente les limites de l'actuelle politique de décentralisation mise en place par la RéATE, les structures étant inadaptées et appelle à des ajustements structurels et opérationnels. L'auteur invite à une métropolisation des services de l'administration territoriale de l'Etat et à une nécessaire adaptation des services déconcentrés.

Accès réservé aux publics de l'Ecole



Marcovici, Emilie

La simplification de l'administration territoriale de l'Etat par la modernisation de l'action publique : entre hésitations et complexité

In : Revue française de droit administratif (RFDA) n° 5, 2016, septembre-octobre, p. 971-977

Accès réservé aux publics de l'Ecole



Morvan Serge

L'Etat face aux pouvoirs locaux, quel rôle demain

In : Cahiers français, n° 391, 2016, p.55-60

Article issu du dossier : « Collectivités territoriales : la nouvelle donne »

Nicolaieff, Bernard

Déconcentration et décentralisation : la fin de l'histoire ? Parce que l'ambiguïté n'est pas un projet !

In : Pouvoirs locaux, n° 106, octobre-novembre 2015, p. 33-37

Nicolaieff, Bernard

La nouvelle charte de la déconcentration : une audace contrariée

In : Pouvoirs locaux, n° 105, 2015, juin, p. 3-6

Nicolaieff, Bernard

Propos préliminaires autour de l'énigme du troisième "D"

In : Pouvoirs locaux, n° 116, 2019, p. 15-22

La concertation avec les élus et décideurs locaux, préalable à l'élaboration et à l'écriture du projet de loi "décentralisation, différenciation, déconcentration" (3D) a été engagée par le gouvernement le 4 janvier 2020.

Pauliat, Hélène

Concertation sur la répartition des compétences et leur exercice par les collectivités : un discours de la méthode

In : La semaine juridique, Administrations et collectivités territoriales, n° 8, 24 février 2020, p. 23-25

Commentaire de la circulaire du Premier ministre n°6139/SG du 15 janvier 2020 adressée aux préfets en vue de l'animation de la concertation territoriale lancée dans le cadre du projet de loi 3D (décentralisation, différenciation, déconcentration). Les champs de compétence et les outils à mobiliser sont définis.

Accès réservé aux publics de l'Ecole



Pauliat, Hélène

Les perspectives : les interactions entre la recomposition territoriale et la réorganisation des administrations territoriales

Extrait de l'ouvrage : La recomposition territoriale : la décentralisation entre enjeux et obstacles / sous la direction de Marie-Christine Steckel-Assouère - Paris : L'Harmattan, 2016. p. 115-127

352.14 REC

Pauliat, Hélène

La déconcentration nouvelle est arrivée !

In : La semaine juridique. Administrations et collectivités territoriales, n° 24, 2015, 15 juin, p. 26-32

Accès réservé aux publics de l'Ecole



Pontier, Jean-Marie

La réforme de l'organisation territoriale de l'Etat

In : L'Actualité juridique Droit administratif (AJDA), n°5, 10 février 2020, p. 281-288.

La réforme administrative est un thème permanent depuis les débuts de la Ve République. L'un des champs privilégiés a été celui des structures de l'administration locale et des rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales. Mais celle-ci ne peut réussir sans une réforme parallèle de l'administration territoriale de l'Etat. Depuis deux ans, le Premier ministre a pris plusieurs circulaires relatives à la réforme des structures administratives, centrales et territoriales, notamment la circulaire du 12 juin 2019 qui développe une réflexion sur ce que doit faire l'Etat. Il reste à se demander si les dispositions prises sont de nature à apporter un vrai changement.

Accès réservé aux publics de l'Ecole



Projet de loi "3D", gare à l'illusion d'optique !

In : Pouvoirs locaux, n° 116, 2019, p. 3-8.

L'organisation des services déconcentrés

In : IGPDE Concours interne et troisième concours d'entrée à l'Ecole nationale d'administration, n° 2 tome 1, 2020, p. 48-56

La réforme territoriale : dossier

In : Les Cahiers de la fonction publique et de l'administration, n° 363, 2016, février, p. 23-49

Comprend les articles suivants :

Entretien avec Philippe Richert, Président du Conseil régional d'Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine, Président de l'association des régions de France. L'évolution de la carte administrative. Deux dynamiques, deux temporalités. L'impossible bilan des lois MAPTAM et NOTRe/Pauline Chaplet, Pascal Touhari. Entre effacement et adaptation. Les départements à la croisée de leurs destins/ Christophe Bergery. La métropole du Grand Paris, d'une gouvernance à l'autre/ Arnaud Dawidowicz. Coopération hospitalière et territoire/ Catherine Keller, Michel Louazel. L'éducation nationale dans la décentralisation/ Enjeux et perspectives/ Alain Boissinot. Réforme territoriale : le CNFPT se mobilise pour accompagner les collectivités territoriales/ François Meyer.

La réforme territoriale : des fondements aux dynamiques (Journée d'études du 23 novembre 2015)

In : Revue générale des collectivités territoriales, n° 58, 2016, mars, p. 3-58

La réforme territoriale : des fonctionnements aux dynamiques / Florence Faberon. Evolutions et dynamiques des politiques de décentralisation / Dominique Turpin. L'égalité et la solidarité des collectivités et territoires / Jennifer Marchand. La concrétisation de la transparence et de la responsabilité financière des collectivités territoriales / Marie-Christine Steckel-Assouère. La nouvelle carte des territoriale / Yves Luchoire. La redistribution des compétences entre les collectivités territoriales / Jean-Marie Pontier. Quels prolongements pour la réforme territoriale ? / Olivier Gohin. **Réformer l'organisation territoriale de la France** / Charles-André Dubreuil.

Réforme territoriale, et maintenant ? Dossier

In : AJCT - Actualité juridique collectivités territoriales, n° 2, février 2016, p. 67-87

Comprend notamment : L'autre réforme, la réforme de l'Etat / Seydou Traoré. La loi NOTRe : l'enchevêtrement des compétences : suite et ... fin ? / Nelly Ferreira.

Accès réservé aux publics de l'Ecole



Territoires : les mutations de l'Etat : dossier

In : Horizons publics, Hors-série, 2018, automne, p. 8-59

Contient : Du territoire aux territoires, les transformations de l'action publique au nom de la différenciation territoriale/ Florence Crouzatier-Durand. Les territoires de l'Etat à l'ère numérique/ Henri Oberdoff. Les maisons de l'Etat, nouvel avatar de la présence de l'Etat dans les territoires ?/ Martine Long. L'évolution de l'Etat territorial dans l'Education nationale/ Isabelle Muller-Quoy. Santé : un nouveau jeu d'acteurs sur le territoire/ Anne Froment-Maire. L'organisation territoriale de la DGFIP/ Romain Bourrel. L'organisation territoriale de l'armée/ Jean-Christophe Videlin. La recomposition du rapport d'EDF-Enedis aux territoires/ François-Mathieu Poupeau. L'inscription de la Caisse des dépôts dans les territoires locaux/ Jacques Fialaire.

Thénault, Michel

Vers une approche interministérielle des modes d'administration locale

In : Les Cahiers de la fonction publique, n° 372, 2016, décembre, p. 36-38

Vers quelles synchronisations territoriales ? Dossier

In : Pouvoirs locaux n° 107, Décembre 2015-janvier 2016, p. 47-99

Comprend notamment Entretien avec Marc Abadie : "la réforme de la décentralisation, c'est aussi une réforme de l'Etat".

Ville Frédéric

Réformer la réforme territoriale

In : Population & Avenir, 2020/2 (n° 747), p. 14-16

Accès réservé aux publics de l'Ecole



Villeneuve Pierre

Vers un nouvel État territorial ? À propos de la circulaire du 18 février 2015 relative à la réorganisation des services régionaux de l'État

In : Semaine Juridique Administrations et Collectivités territoriales, n°12, 23 Mars 2015, act. 255

Accès réservé aux publics de l'Ecole



Vivre la crise et préparer le monde d'après : l'administration en mode COVID : [dossier]

In : Administration [revue de l'administration territoriale de l'Etat], n° 267, 2020, octobre, p. 9-87.

Voir notamment les retours d'expérience (Le rôle des préfets dans la coordination des services de l'Etat au cours de la crise du Covid-19 / Valérie Saintoyant. Le rôle des préfets dans la gestion de la crise sanitaire du Covid-19 et ses relations avec les élus, partenaires et acteurs locaux / Pierre N'Gahane) et la partie 5 consacrée à la différenciation et territorialisation des politiques publiques.

Discours et communications

[Conférence de presse du Président Emmanuel Macron à l'issue du Grand Débat national du 25 avril 2019](#)

Communiqué du gouvernement du 25 juillet 2018 - [Action Publique 2022 : Transformation de l'organisation territoriale des services publics](#)

Conseil des ministres du 20 avril 2018 [La politique des territoires](#)

Conseil des ministres du 7 décembre 2016 [Circonscriptions administratives régionales](#)

Conseil des ministres du 18 novembre 2016 [Réforme de l'Etat et réforme territoriale](#)

Conseil des ministres du 16 décembre 2015 [L'Etat régional](#)
[Le plan préfetures nouvelle génération](#)

Discours du Premier ministre aux cadres des services de l'Etat, le 13 novembre 2015 à Dijon Le [discours](#)

Conseil des ministres du 31 juillet 2015 [La réforme de l'administration territoriale de l'État](#)

Discours de Christian Eckert du 5 juin 2015 [La politique immobilière de l'Etat dans la réforme territoriale](#)

Conseil des ministres du 6 mai 2015 – [La charte de la déconcentration](#)

Conseil des ministres du 22 avril 2015 - [La réforme de l'administration territoriale de l'État](#)

Conseil des ministres du 4 mars 2015 - [La réforme de l'administration territoriale de l'État](#)

Conseil des ministres du 2 juillet 2014 – [La réforme de l'Etat](#)

Dispositif législatif

- [Loi n°2015-991 du 7 août 2015](#) portant nouvelle organisation territoriale de la République (Loi NOTRe)
- [Loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015](#) relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral – Loi dites «réforme territoriale»
- [Loi n°2014-58 du 27 janvier 2014](#) de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (Loi MAPTAM)
- [Circulaire du 2 août 2019 sur la Constitution de secrétariats généraux communs aux préfetures et aux directions départementales interministérielles](#)
- [Circulaire du 12 juin 2019 relative à la mise en œuvre de la réforme de l'organisation territoriale de l'Etat](#)

Sites Internet

- **La réforme de l'organisation territoriale de l'Etat – Le portail de la transformation de l'action publique - 17 juin 2019**
<https://www.modernisation.gouv.fr/action-publique-2022/comprendre/la-reforme-de-lorganisation-territoriale-de-letat>
- **Clarification, mutualisation, rôle du préfet : la circulaire du Premier ministre sur l'administration territoriale de l'État –Site Vie publique – 14 juin 2019**
<https://www.vie-publique.fr/en-bref/37929-circulaire-de-philippe-sur-administration-territoriale-de-letat>
- **Projet de loi « 3D » : décentralisation, différenciation et déconcentration – Site du Ministère de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales – 6 janvier 2020**
<https://www.cohesion-territoires.gouv.fr/projet-de-loi-3d-decentralisation-differenciation-et-deconcentration>
- **Site de l'Agence nationale de cohésion des territoires**
<https://agence-cohesion-territoires.gouv.fr/>
- **La réforme territoriale – Site du gouvernement**
<http://www.gouvernement.fr/action/la-reforme-territoriale>
Contenu publié sous la présidence de François Hollande du 15 mai 2012 au 15 Mai 2017
- **Actualités territoriales : plate-forme de veille consacrée à la réforme territoriale engagée par le Gouvernement réalisée par le Centre de ressources et d'ingénierie documentaires de l'ENA**
<http://www.scoop.it/t/actualites-territoriales-ena>
- **Administration territoriale française : Sélection de sites et analyse de leur contenu**
<https://www.ena.fr/Ressources-documentaires/Ressources-documentaires/Annuaire-de-sites/Administration-territoriale-francaise>
- **Portail des Direccte et des Dirccte**
<http://direccte.gouv.fr/>
- **Quel avenir pour les services déconcentrés de l'Etat ? Dossier de la Gazette des communes, janvier 2018**
<http://www.lagazettedescommunes.com/546188/quel-avenir-pour-les-services-deconcentres-de-letat/>
- **Déconcentration l'autre réforme : dossier – Dossier du Courrier des maires**
<http://www.courrierdesmaires.fr/dossiers/deconcentration-lautre-reforme/>
- **Où en est la déconcentration ?- Wikiterritorial, dernière modification en avril 2020**
<http://www.wikiterritorial.cnfpt.fr/xwiki/wiki/econnaissances/view/Notions-Cles/Ouenestladeconcentration>

1.2 La réforme territoriale engagée par le gouvernement avant 2014

Ouvrages

Cour des comptes



[L'organisation territoriale de l'État : rapport public thématique](#)

Paris : Cour des comptes, 2013 – 294 p.

La Cour invite les pouvoirs publics à faire évoluer en profondeur l'organisation de l'État sur le territoire afin de répondre aux évolutions économiques et sociales. Cette organisation comprend les services déconcentrés des ministères et les opérateurs qui en dépendent. La Cour formule des orientations et recommandations visant notamment à simplifier et adapter cette organisation, en lui donnant une plus grande cohérence et une meilleure efficacité.

École nationale d'administration



L'organisation territoriale de l'État / ENA promotion 2008-210 Emile Zola

- ***L'administration territoriale de l'État : les relations entre le niveau national et le niveau régional. n° 19***

- ***L'application territoriale des politiques de l'État par le préfet de région et le préfet de département n° 18***

- ***La création et la montée en puissance des directions départementales interministérielles et des unités territoriales n° 17***

- ***Les nouveaux enjeux de gestion de la réforme de l'administration territoriale de l'État en matière d'immobilier et de mutualisations au plan départemental et régional n° 20***

- ***Les nouveaux rapports entre préfets de région et préfets de département n° 19***

- ***La nouvelle organisation départementale de l'État n° 17***

- ***L'optimisation de la gestion des crises dans les territoires n° 20***

Strasbourg ; Paris : ENA, 2010 - (Options d'approfondissement option territoriale "L'organisation territoriale de l'État")

Inspection générale de l'administration



[Etat des lieux du dialogue de gestion du point de vue des directions départementales interministérielles](#) / Marianne Bondaz, François Langlois, Marc Vernhes... [et al] ;

Inspection générale de l'administration, Inspection générale des affaires sociales, Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux, Conseil général de l'environnement et du développement durable, Inspection générale de la jeunesse et des sports, Inspection générale des services de la concurrence de la consommation et de la répression des fraudes

Paris : IGA : IGAS : CGAAER : CGEDD : IGJS : IGSCCRF, 2011. – 2 tomes (60 + 83 p.) ; 30 cm.

352.14 ETA

Inspection générale de l'administration



[Rapport de synthèse 2008 sur la mise en œuvre du programme "Administration territoriale"](#) / Pierre Duffe, Marianne Bondaz, Pierre Bourgeois, .. [et al.]

Paris : IGA, 2008. - 63 p. ; 30 cm. Rapport IGA n°08-025-1

352.14 RAP

Inspection générale de l'administration



[Rapport sur la mise en œuvre du programme "administration territoriale" par la préfecture du Rhône et la préfecture de région Rhône-Alpes](#) / présenté par Pierre Duffé, Marie-Grâce Lux, Pierre Bourgeois... [et al].

Mai 2008. - Paris : IGA, 2008 - 120 p. ; 30 cm.

914.458 RAP



Inspection générale de l'administration

[Retour d'expérience sur la mise en place de la réforme de l'administration territoriale de l'Etat en Ile-de-France](#) / *Marianne Bondaz, Bénédicte Renaud-Boulesteix, Michel Rouzeau ... [et al]* ; *Inspection générale de l'administration, Inspection générale des affaires sociales, Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux, Conseil général de l'environnement et du développement durable, Inspection générale de la jeunesse et des sports.*

Juillet 2012. - Paris : IGA : IGAS : CGAAER : CGEDD : IGJS, 2012. - 96 p. ; 30 cm.

Le tome 2 est disponible [ici](#)



Inspection générale de l'administration

[Retour d'expérience sur la mise en place des directions départementales interministérielles. Tome I](#) / *Marianne Bondaz, Cyrille Bret, François Langlois ... [et al]* ; *Inspection générale de l'administration, Inspection générale des affaires sociales, Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux, Conseil général de l'environnement et du développement durable, Inspection générale de la jeunesse et des sports, Inspection générale de services de la consommation et de la répression des fraudes.*

Janvier 2011. - Paris : IGA : IGAS : CGAAER : CGEDD : IGJS : IGSCCRF, 2011. - 27 p. ; 30 cm.



Inspection générale des finances ; Inspection générale des affaires sociales ; Conseil général de l'industrie, de l'énergie et des technologies

[Évaluation de la mise en place des DIRECCTE](#) / *Présenté par Bertrand Brassens, Remi Toussain, Didier Laval, ... [et al].*

Mai 2012 – Paris : IGAS : IGF, 2012 – 320 p. ; 30 cm



Kada, Nicolas (dir.)

[De la réforme territoriale à la réforme de l'Etat](#)

Grenoble : PUG, 2011. - 296 p. ; 24 cm

Ces contributions dressent un bilan de la réorganisation des services de l'Etat engagée en 2010 et la mettent en relation avec la réforme des collectivités territoriales issue de la loi éponyme du 16 décembre 2010. Elles analysent le rôle de l'Etat dans le cadre de la réforme territoriale, la réorganisation de l'administration territoriale étatique et l'Etat au lendemain de la déconcentration.
352.14 DEL



Rebière, Jean-Marc ; Weiss, Jean-Pierre

[La stratégie d'organisation à cinq ans de l'organisation territoriale de l'Etat : rapport au premier ministre](#)

Juillet 2013. - [s.l.] : [s.d.], 2013. - 129 p. ; 30 cm

352.14 REB



[Les relations entre l'État et les collectivités locales : rapport](#) / *du groupe de travail présidé par Alain Lambert*

Paris : Premier ministre, 2007 - 42 p. ; 30 cm

352.14 REL



Sénat ; André Michèle

[Les préfetures à l'heure de la réorganisation de l'administration territoriale de l'Etat \(Réate\) ? Rapport d'information](#)

Paris : Sénat, 2013. -- 77 p. ; 24 cm. -- (Les rapports du Sénat ; 77)

352.14 PRE



Sénat ; André Michele

[La RGPP dans les préfetures : pour la délivrance des titres, la qualité du service public est-elle en péril? : rapport d'information sur la mise en œuvre de la révision générale des politiques publiques \(RGPP\) dans les préfetures](#)

Paris : Sénat, 2010 – 78 p. - (Rapport d'information, n°35)



Sénat ; Yves Krattinger, Jacqueline Gourault

Rapport d'étape sur la réorganisation territoriale : rapport d'information, 2 tomes / Yves Krattinger, Jacqueline Gourault, rapporteurs ; Claude Belot, président ; Pierre-Yves Collombat, premier vice-président ; au nom de la mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales.

Paris : Sénat, 2009

[Tome 1](#) - 149 p. ; 24 cm. - (Les rapports du Sénat ; 264

[Tome 2](#) - Annexes - 95 p. ; 24 cm - (Les rapports du Sénat ; 264)

352.14 RAP



Sénat ; Jacqueline Gourault, Didier Guillaume

Rénover le dialogue entre l'Etat et les collectivités territoriales : une nécessité pour une démocratie apaisée : rapport d'information sur le dialogue entre l'Etat et les collectivités territoriales Fait par Jacqueline Gourault, Didier Guillaume ; au nom de la délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation

Paris : Sénat, 2011 - 96 p. ; 24 cm. - (Les rapports du Sénat ; 272)

Articles

Bezes, Philippe ; Le Lidec, Patrick

L'hybridation du modèle territorial français : RGPP et réorganisations de l'État territorial

In : Revue française d'administration publique n° 136, 2010, p. 919-942

Cet article analyse la réforme de l'administration territoriale de l'État menée dans le cadre de la révision générale des politiques publiques (RGPP). D'une ampleur sans précédent depuis la réforme de 1964, la réorganisation affecte aussi bien la division du travail entre les différentes composantes des services déconcentrés que les relations hiérarchiques entre les administrations centrales, régionales et départementales. Marque-t-elle pour autant un véritable tournant réformateur que rien ne laissait présager ou s'inscrit-elle, au contraire, dans la continuité de réformes antérieures?

Accès réservé aux publics de l'Ecole



Bezes, Philippe ; Le Lidec Patrick

Politiques de la fusion : les nouvelles frontières de l'Etat territorial

In : Revue française de science politique, vol. 66, n° 3-4, 2016, juin-août, p. 507-541

Analyse l'élaboration de la réforme de l'administration territoriale de l'Etat en la découpant en trois séquences.

- De 2002 à 2007, des ministères et des corps de hauts fonctionnaires élaborent des scripts réformateurs mais qui, faute de portage politique suffisant, ont un effet restreint. Les fusions des services déconcentrés sont conçues comme moyen de repenser la gouvernance territoriale de l'Etat.

- De juillet à décembre 2007, la réforme connaît une accélération brutale qui débouche sur une rationalisation de l'administration territoriale.

- De janvier à décembre 2008, des conflits opposent le ministère de l'Intérieur aux différents ministères sectoriels et au ministère des Comptes publics et de la réforme de l'Etat sur ce que doit être l'Etat territorial. Ces conflits et les compromis vont produire la forme organisationnelle finale de l'Etat territorial.

Accès réservé aux publics de l'Ecole



Bricault, Jean-Michel

Montée en puissance du préfet de région : se pose la question du maintien de son dédoublement fonctionnel

In : Administration [revue de l'administration territoriale de l'État], n° 226, 2010, juin-juillet, p. 122-127

La révision générale des politiques publiques (RGPP) lancée en 2007 met en œuvre une série de mesures relatives à la réforme de l'administration territoriale qui vise à faire du préfet de région le garant de la cohérence de

l'action régionale de l'État. Elle affirme le principe d'autorité du préfet de région sur le préfet de département. Ces évolutions structurelles suscitent des interrogations quant à la différenciation des deux fonctions préfectorales.

Desforges, Nicolas

Le préfet de département est-il un homme heureux ?

In : Les Cahiers de la fonction publique et de l'administration, n° 319, 2012, février, p. 16-19

Deux siècles de réforme de l'État territorial en France

In : IGPDE Concours interne et troisième concours d'entrée à l'École nationale d'administration n° 3, tome 1, 2013 p. 146-152.

En dépit de son titre, cet article fait un point détaillé sur les récentes réformes de l'État territorial (mutualisation des moyens, ressources humaines, ...)

État, gouvernance et territoires : dossier

In : Pouvoirs locaux n° 91, 2011, décembre p. 41-103

Comprend les articles suivants : Les stimulants paradoxaux du nouvel État territorial / Bernard Nicolaieff. Les nouveaux visages de l'État territorial / Jean-Benoît Albertini et Sébastien Jallet. La rationalisation de la représentation territoriale de l'État à l'échelon des sous-préfectures / Jean-Michel Bricault. Action culturelle territoriale : l'État initiateur et coordonnateur / Jean-Michel Pontier. La réforme de l'administration territoriale de l'État dans le champ du travail, de l'emploi et de l'économie / Olivier Mériaux. Les mutations du rôle de l'État dans le développement des territoires : de l'action à l'impulsion / Jean-Luc Boeuf. Controverses contemporaines sur l'État local / Hélène Régnier et Renaud Epstein. Remarques sur le traitement constitutionnel du "local". Sens et portée d'une théorie constitutionnelle du "local" / Jacques Caillosse

L'État territorial en France : hier, aujourd'hui et demain

In : IGPDE Concours interne et troisième concours d'entrée à l'École nationale d'administration n° 3, tome 1, 2014 p. 62-73

Gründler, Tatiana

La réforme de l'Etat territorial vue à travers le prisme de la circulaire du 13 décembre 2010, ou l'influences des enjeux économiques sur l'organisation du territoire

In : Gestion & finances publiques : la revue n°11, 2011, novembre p. 800-803

Houser, Matthieu

Le droit d'évocation du préfet de région

In : La Revue administrative, n° 378, 2010, novembre-décembre, p. 584-589

Kada, Nicolas

La réforme de l'État territorial

In : Revue française d'administration publique, n° 141, 2012, p. 109-120

Accès réservé aux publics de l'École



Kada, Nicolas ; Muller-Quoy, Isabelle

Réforme de l'administration territoriale de l'État : les ratés de la RéATE

In : L'Actualité juridique Droit administratif (AJDA), n° 14, 2011, 18 avril, p. 765-770

Afin d'établir un premier bilan un peu plus d'un an après la mise en œuvre de la réforme de l'administration territoriale de l'État (RéATE), le GRALE (Groupement de recherche sur l'administration locale en Europe) a mené une enquête par questionnaires auprès des préfetures de région et de département. L'analyse des résultats permet de mettre en évidence la relative discipline des préfets qui prévaut dans l'application de la réforme mais aussi les difficultés qui ont d'ores et déjà été identifiées.

Accès réservé aux publics de l'École



Kamel, Wassim

La nouvelle organisation de l'État en région

In : Revue française d'administration publique n° 136, 2010, p. 1011-1022

Accès réservé aux publics de l'Ecole



Kamel, Wassim

Le point sur... : le futur visage de l'État dans le département : une organisation resserrée et modulaire des services déconcentrés

In : Revue française d'administration publique, n°131, 2009, p. 595-600

Accès réservé aux publics de l'Ecole



Koubi, Geneviève

Pouvoirs des préfets et cadres dirigeants de l'État : une mise en perspective de la réforme de l'État

In : La semaine juridique. Administrations et collectivités territoriales, n° 9, 2010, 1er mars, p. 35-38

La circulaire du Premier ministre du 10 février 2010 relative aux cadres dirigeants, le décret n° 2010-416 modifiant le décret n° 2004-374 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation de l'échelon régional de l'administration territoriale de l'État inscrivent sous le label RGPP la réorganisation territoriale de l'État.

Accès réservé aux publics de l'Ecole



Le Clainche Michel

Le changement dans la fonction publique de l'Etat : l'exemple des services déconcentrés

Extrait de l'ouvrage Fonction(s) publiques(s) : le défi du changement / coordination Delphine Espagno-Abadie, Adrien Peneranda ; préface d'Olivier Schrameck. - Rennes : Presses de l'EHESP, 2018, p.17-29
COTE 352.63 FON

Analyse les changements dans l'organisation et dans le management des services déconcentrés.

Poupeau, François-Mathieu

(Con)fusion dans l'État départemental : la mise en place des directions départementales des territoires (et de la mer)

In : Revue française d'administration publique n° 139, 2011, p. 517-536

Accès réservé aux publics de l'Ecole



La réforme de l'administration territoriale : dossier

In : L'Actualité juridique. Droit administratif (AJDA), n° 15, 2010, 26 avril, p. 819-840

Contient les articles suivants : Le nouveau préfet / Jean-Marie Pontier. La nouvelle administration régionale de l'État / Francis Chauvin. L'administration départementale de l'État / Christophe Guettier. L'accompagnement ressources humaines de la réforme de l'administration territoriale de l'État / Dominique Schuffenecker.

Accès réservé aux publics de l'Ecole



Savignac Jean-Charles

La carte préfectorale et sous-préfectorale : histoire, actualité et perspective

In : Les Cahiers de la fonction publique, n°343, mai 2014, p. 45-47

Vercruysse, Laurent

La préfecture aujourd'hui au service de la performance

In : Administration [revue de l'administration territoriale de l'État] n° 234, 2012, juillet-août p. 90-92

La révision générale des politiques publiques (RGPP) a introduit la notion de performance dans l'administration préfectorale. Suite à cette réforme, la préfecture est désormais organisée autour de quatre objectifs de performance : au service des usagers ; au service des territoires ; au service de la sécurité ; au service des agents publics et des dépenses de l'État.

Villeneuve, Pierre

Réformes de l'administration territoriale de l'Etat

In : L'Actualité juridique. Droit administratif (AJDA) n° 38, 2013, 11 novembre p. 2190-2195

Accès réservé aux publics de l'Ecole



Dispositif législatif

- [Loi du 13 août 2004](#) relative aux libertés et responsabilités locales
- [Loi constitutionnelle du 28 mars 2003](#) relative à l'organisation décentralisée de la République
- [Loi organique du 1er août 2001](#) relative aux lois de finances
- [Loi du 4 février 1995](#) d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires
- [Loi du 6 février 1992](#) relative à l'administration territoriale de la République
- [Loi n° 82-213 du 2 mars 1982](#) relative aux droits et aux libertés des communes, des départements et des régions

2. La gestion des ressources humaines à l'heure de la réorganisation territoriale

- Une bibliographie spécifiquement consacrée à la [gestion des ressources humaines dans la fonction publique](#) est votre disposition sur le site de l'École Nationale d'Administration.

Ouvrages



Bourrel, Romain

Emploi public et finances publiques : contribution à l'étude juridique de la gestion de l'État / préface de Vincent Dussart

Toulouse : Presses de l'Université Toulouse 1 Capitole, 2018

Pages 578 et suivantes consacrées aux difficultés rencontrées par la REATE en matière de gestion du personnel.

Page 589 et suivantes sur la déconcentration des actes de gestion du personnel



Direction générale de l'administration et de la fonction publique

[Accompagnement RH de la réforme territoriale : séminaire national des acteurs RH régionaux, 29 février 2016](#)

Paris : DGAFP, 2016. -- 351 p. : ill. en coul. ; 30 cm

Document qui récapitule l'ensemble des communications du gouvernement, des circulaires et des textes réglementaires relatifs à la réorganisation de l'administration territoriale de l'Etat et aux 13 engagements de la "feuille de route accompagnement RH de la réforme des services régionaux de l'Etat".



Direction générale de l'administration et de la fonction publique

[Bilan de la déconcentration des actes de gestion](#)

Paris : DGAFP, 2016. - 180 p. ; 30 cm.



Direction générale de l'administration et de la fonction publique

[Bilan d'activité 2018 des plates-formes régionales d'appui interministériel à la gestion des ressources humaines \[PFRH\]](#)

Paris : DGAFP, 2019. -- 52 p. : ill. en coul. ; 30 cm. -- (Outils de la GRH)



Direction générale de l'administration et de la fonction publique

[Guide de la déconcentration des actes de gestion](#)

En ligne – 30 décembre 2019.



Direction générale de l'administration et de la fonction publique

[Guide d'élaboration d'une étude d'impact en matière de ressources humaines](#)

Paris : DGAFP, 2016. – 24 p. ; 30 cm - (Outils de la GRH)



Direction générale de l'administration et de la fonction publique

[Guide RH à destination des préfigurateurs : Accompagnement de la mutualisation des secrétariats généraux des préfectures et des directions départementales interministérielles](#)

Paris : DGAFP, 2019. – 24 p.

[Guide pratique pour la mobilisation interdépartementale et interrégionale des ressources « métiers » de l'administration territoriale de l'État](#)

2014 – 10 p.



Inspection générale de l'administration

[Réforme de l'administration territoriale de l'État : optimisation des modalités de gestion budgétaire et de gestion des ressources humaines](#) / Péneau, Valérie ; Bellion, Dominique ; Auvigne, François ; Jean-Pierre Jochum

Paris : IGA : IGF, 2012. - 45 p. : fig. ; 30 x 21 cm.

L'objectif principal de la mission est de mettre en évidence les modalités d'amélioration de l'articulation entre LOLF (Loi organique relative aux lois de finances) et RéATE (Réforme de l'administration territoriale). Il faut en effet améliorer l'articulation entre la logique classique du fonctionnement ministériel et la logique nouvelle de l'interministérialité. Après avoir dressé les principaux constats sur la RéATE, le document présente les chantiers stratégiques et les recommandations de la mission.

352.288 REF



Articles

Debar, Anne

La gestion des hommes dans l'administration territoriale de l'État : entre bricolage gestionnaire et travail sur le sens

In : Revue française d'administration publique, n° 132, 2009, p. 757-770

L'article étudie la manière dont les responsables départementaux de services de l'État adaptent leurs ressources humaines au moment où la révision générale des politiques publiques (RGPP) réforme profondément l'administration territoriale de l'État. Les dispositifs mis en place pour faire évoluer le suivi budgétaire et la gestion des personnels ne suffisent pas à provoquer les mouvements de main d'œuvre attendus. Les responsables doivent par conséquent optimiser les ressources existantes et faire évoluer les métiers de ces fonctionnaires, en travaillant notamment sur les questions du "sens de l'action" afin d'emporter leur adhésion. L'enquête révèle combien ce travail d'encadrement s'ajuste différemment selon l'objet de l'action administrative et selon le territoire de son exercice, avec des formes d'innovations locales qui distinguent ce travail de celui des cadres du privé.

Accès réservé aux publics de l'Ecole



Réforme territoriale : un chantier RH d'envergure : [Dossier] / Coordonné par Elodie Sarfati

In : Entreprise et carrières n° 1262, 2015, 10 au 16 novembre p. 18-25

Comprend notamment : Interview d'Olivier Mary, chef du bureau de la modernisation des politiques RH à la DGAFP. Transferts, fusions, mutualisation... La réforme territoriale ouvre une période délicate pour les agents de la Fonction publique. Ce dossier analyse la manière dont les administrations tentent de se préparer à accompagner les changements et les différentes mobilités. Quelques exemples sont étudiés : en Bourgogne-Franche-Comté et à Grenoble notamment.

Schuffenecker, Dominique

L'accompagnement ressources humaines de l'administration territoriale de l'État

In : L'Actualité juridique. Droit administratif (AJDA), n°15, 2010, p. 837-840

Accès réservé aux publics de l'Ecole



Scordia Bastien

[Vers une « nouvelle gestion » de certains agents exerçant en préfectures](#)

In : Acteurs publics, 28 février 2018

Site internet :

[Portail de la fonction publique – Réforme de l'administration territoriale](#)

3. Les dispositifs budgétaires et comptables (LOLF, Chorus, Budgets opérationnels de programme, ...)

Ouvrages

Assemblée nationale



[Les acteurs de la LOLF : autonomie, responsabilité et contrôle des services déconcentrés et des opérateurs de l'État](#) : rapport d'information sur la mise en œuvre de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances

Présenté par **Michel Bouvard, Jean-ure Brad, Thierry Carcenac [et al]** ; déposé par la commission des finances, de l'économie générale et du plan

Paris : Assemblée nationale, 2008 - 124 p. ; 24 cm. - (Rapport d'information AN ; 1058. Les documents d'information DIAN ; 58/2008)

336 ACT

Assemblée nationale



[Chorus au cœur de la LOLF : rapport d'information sur les systèmes d'information financière de l'État](#) / présenté par **Michel Bouvard, Jean-Pierre Brad, Thierry Carcenac [et al]** ; déposé par la commission des finances, de l'économie générale et du plan

Paris : Assemblée nationale, 2009 - 59 p. ; 24 cm. - (Rapport d'information AN ; 1807. Les documents d'information DIAN ; 49/2009)

336 CHO

Assemblée nationale



[Du débat parlementaire aux services déconcentrés de l'Etat : les conditions de réussite de la LOLF : rapport d'information sur la mise en oeuvre de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances](#) / présenté par Michel Bouvard, Didier Migaud, Charles de Courson [et al] ; déposé par la commission des finances, de l'économie générale et du plan.

Paris : Assemblée nationale, 2006. - 81 p. ; 24 cm. - (Rapport d'information AN ; 3165. Les documents d'information DIAN ; 56/2006)

Assemblée nationale ; présenté par Michel Bouvard, Jean-Pierre Brad, Thierry Carcenac [et al]



[LOLF et réformes de l'État : complémentarité ou contradiction? Rapport d'information sur l'articulation entre la LOLF et les réformes de l'organisation de l'État](#)

Déposé par la commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire.

Paris : Assemblée nationale, 2010 - 64 p. ; 24 cm. - (Rapport d'information AN ; 2706. Les documents d'information DIAN ; 55/2010)

336 LOL

Assemblée nationale



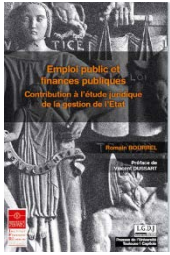
[Le système d'information financière de l'État : une condition de réussite de la LOLF, toujours en attente](#) : rapport d'information sur les systèmes d'information de l'Etat

Présenté par **Michel Bouvard, Jean-Pierre Brad, Thierry Carcenac [et al]** ; déposé par la commission des finances, de l'économie générale et du plan

Paris : Assemblée nationale, 2009 - 31 p. ; 42 p. ; 24 cm. - (Rapport d'information AN ; 1376. Les documents d'information DIAN ; 01/2009)

Analyse le système budgétaire et comptable Chorus.

336 SYS



Bourrel, Romain

Emploi public et finances publiques : contribution à l'étude juridique de la gestion de l'État / préface de Vincent Dussart

Toulouse : Presses de l'Université Toulouse 1 Capitole, 2018

Pages 582 et suivantes sur la difficile coordination entre la REATE et les autres réformes touchant l'État territorial (LOLF)

Page 589 et suivantes sur la déconcentration des actes de gestion du personnel



Cour des comptes

Mission Administration générale et territoriale de l'État Note d'analyse de l'exécution budgétaire 2018

Mai 2019 – 62 p.



Cour des comptes

Le rapport public annuel 2011. Deuxième partie, Les suites données aux observations des juridictions financières

Paris : La Documentation française, 2011 - 414 p. ; 24 cm.

Une partie du rapport est consacré à Chorus et les systèmes d'information financière de l'État.

352.43 RAP



Inspection générale de l'administration

Rapport d'évaluation relatif à la régionalisation des budgets opérationnels du programme "administration territoriale" / Pierre Duffe, Marianne Bondaz, Hélène de Coustin, ...

Paris ; Ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales, 2009 - 113 p. ; 30 cm.

Dans le cadre de la mission permanente d'évaluation du programme "administration territoriale" qui concerne les crédits des préfectures, l'inspection générale de l'administration a fait un premier bilan de la régionalisation des budgets opérationnels de programme (BOP) dont la généralisation à l'ensemble des régions (hors Île-de-France) est intervenue au 1er janvier 2008. Cette réforme établit désormais le niveau de responsabilité budgétaire non plus au niveau de chaque préfet de département mais à celui de chaque préfet de région. Quatre régions ont fait l'objet d'un audit : Limousin, Pays de la Loire, Picardie, Rhône-Alpes.

336.014 RAP



Sénat ; Delcros, Bernard

Un nouvel élan pour le programme des interventions territoriales de l'État (PITE) : rapport d'information sur le programme des interventions territoriales de l'État (PITE) et l'exemple du Marais Poitevin / par Bernard Delcros ; fait au nom de la commission des finances

Paris : Sénat, 2017. - 60 p. ; 24 cm. - (Les rapports du Sénat ; 604)

Créé en 2006, le PITE regroupe des contributions de différents ministères, et ce par dérogation aux règles budgétaires fixées par la LOLF. Il permet ainsi aux préfets de région de disposer d'une enveloppe de crédits fongibles pour gérer les politiques locale.

336 NOU



Sénat ; Mézard, Jacques

Prendre acte de la décentralisation : pour une rénovation indispensable des contrôles de l'État sur les collectivités : rapport d'information

Au nom de la délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Paris : Sénat, 2012. - 159 p. ; 24 cm. - (Les rapports du Sénat ; 300) –

Tire la sonnette d'alarme au sujet du contrôle de légalité qui est devenu une véritable passoire et est en train de disparaître de facto. Ces insuffisances commencent à gagner l'exercice du contrôle budgétaire. Dans les deux cas, l'expertise de l'État fait défaut. L'examen de la gestion doit, quant à lui, être remodelé pour que son intérêt pour les collectivités territoriales soit renforcé : il doit constituer un "instrument d'aide à la gestion".

336.014 PRE



Société française de finances publiques

Services déconcentrés de l'État et LOLF : entre bureaucratie et performance : actes du colloque de la Société française de finances publiques (SFFP), qui s'est déroulé dans les locaux de l'ENA, à Strasbourg, les 5 et 6 novembre 2009

Paris : Gestion & finances publiques, 2011. - 74 p. ; 30 cm.

Tiré à part de la revue Gestion & finances publiques, publié avec le numéro 8-9 d'août-septembre 2011.

336 SER

Articles

Barilari André

Réflexions sur la gouvernance des programmes LOLF

In : Revue française d'administration publique, n°157, 2016, p. 215-222



Bricault, Jean-Michel

L'impact de la RGPP sur le contrôle de légalité

In : Revue française d'administration publique n° 136, 2010 p. 943-954

Le contrôle de légalité est particulièrement affecté par la révision générale des politiques publiques (RGPP). Stratégie locale de contrôle, tentative d'initiation d'un travail en réseau, essai de polarisation du contrôle sur les actes locaux les plus sensibles et nouvel allègement de la liste des actes soumis à l'obligation de transmission, le tout pour pallier les carences en personnel qualifié: tels sont les "remèdes" de la RGPP pour tenter d'améliorer le contrôle de légalité. Pour autant que ces objectifs soient louables, il n'est pas certain que cela suffise à rétablir un meilleur équilibre au profit du contrôle de légalité.

Accès réservé aux publics de l'Ecole



La chaîne de la dépense

In : IGPDE Concours interne et troisième concours d'entrée à l'Ecole nationale d'administration n° 3, tome 2, 2017, p. 51-54

Présente entre autres les évolutions récentes de la GBCP (gestion budgétaire et comptable publique) dont Chorus, et l'organisation en service facturier (SFACT).

Chorus et ses multiples facettes : [dossier]

In : Gestion & finances publiques : la revue, n°1, 2012, janvier, p. 4-33

Ce dossier revient sur la mise en œuvre des dispositions de la loi de finances du 1er août 2001 concernant la gestion budgétaire et comptable de l'Etat, à travers le projet CHORUS déployé en 2006, et présente un retour d'expériences. A l'étranger, c'est le système COREGE qui a pris le relais en 2011 au sein des administrations et des ambassades. Le déploiement du système d'information Chorus a nécessité par ailleurs la mise en place de formations sur mesure pour plus de 40000 personnes en trois ans. Le dossier aborde également la création des centres de prestations comptables mutualisés (CPCM) développés parallèlement à CHORUS et ayant comme attributions la prise en charge des actes comptables de tous les programmes des régions qu'ils couvrent, avec notamment l'exemple du CPCM de la région PACA. Le dossier se referme sur les recommandations de la Cour des comptes dans son rapport public de 2011, suivi de la réaction du ministre du budget.

Le contrôle de légalité des collectivités territoriales

In : IGPDE Concours interne et troisième concours d'entrée à l'Ecole nationale d'administration n°5, 2020 p. 11-16

Le dialogue de gestion dans la sphère publique vu par un responsable BOP

In : Gestion et finances publiques, n°12, 2012, p. 14

Frémont, Christian

La LOLF, vecteur de la déconcentration, pour un état plus réactif et plus efficace ?

In : L'ENA hors les murs, n° 351, 2005, mai, p.25-26

La gestion budgétaire en administration déconcentrée

In : IGPDE Concours interne et troisième concours d'entrée à l'Ecole nationale d'administration, 2019, n° 3, tome 2, p. 107-110

La gestion des crédits au niveau déconcentré : [dossier]

In : Revue française de finances publiques, n° 103, 2008, septembre, p. 15-47

Comprend les articles suivants : Propos introductifs / André Barilari. La gestion des crédits déconcentrés de l'État / Daniel Canepa. Justice et LOLF : quelle compatibilité ? / Didier Marshall. Le point de vue d'un trésorier payeur général sur la gestion des crédits déconcentrés de l'État en mode LOLF / Claude Reisman. Quelques enseignements à retenir d'une opération de rationalisation des choix budgétaires / Louis Vaillant. La mise en place de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) repose sur l'élargissement des marges de manœuvre des gestionnaires de crédits et ainsi de l'accroissement de leur responsabilité dans l'atteinte des cibles fixées. La question qui se pose est de savoir si ces principes ont été correctement transposés au niveau déconcentré.

En effet, la gestion déconcentrée représente une part essentielle des crédits de nombreux programmes et c'est à ce niveau que se situent les plus nombreux et que sont mis les espoirs les plus grands d'une autonomie accrue, c'est donc là que se gagnera l'acceptabilité de la LOLF.

Malgorn, Bernardette

La loi organique relative aux lois de finances (LOLF) et la déconcentration

In : Revue française d'administration publique, n° 117, 2006, p. 113-115

L'auteur soutient que la mise en œuvre de la LOLF est l'occasion de repenser la déconcentration. La première condition à réaliser consiste à mettre sur pied un système d'information financière qui permette de localiser les dépenses comme les recettes, jusqu'à un niveau géographique très précis, tels que celui de zones urbaines voire d'îlots ; cela afin de pouvoir mesurer l'impact des politiques publiques sur les territoires et notamment d'éviter de payer plusieurs fois une même action. Une autre condition est la qualité du dialogue de gestion entre trois étages : le niveau national de conception et de direction, le niveau départemental de mise en œuvre et un niveau intermédiaire de programmation, de répartition et d'évaluation (régional ou, dans certains domaines, zonal). Les préfetures de région et de zone sont ainsi toutes désignées pour assurer la fonction d'évaluation territoriale interministérielle et de relais de la Direction générale de la modernisation de l'État (DGME).

Accès réservé aux publics de l'Ecole



Marzin, Jacques

Chorus, un outil comptable ? Oui mais pas seulement

In : Gestion & finances publiques, n°8-9, août-septembre 2009, p. 639-642

Maupas, Didier

Le préfet de région et le nouveau cadre budgétaire : le point de vue d'un comptable public

In : Administration, no 205, 2005, p. 15-17

Perrin, Bernard

Collectivités territoriales. Contrôle de la légalité : les voies de la rénovation

In : La Revue administrative, n° 388, 2012, juillet-août, p. 399-408

Le contrôle de légalité trouve son premier fondement dans l'article 72 de la Constitution aux termes duquel "le représentant de l'État, représentant de chacun des ministres du gouvernement, a la charge des intérêts nationaux, du contrôle administratif et du respect des lois". Quant aux règles, elles ont été établies et complétées par plusieurs textes : la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, la loi n°82-623 du 2 juillet 1982 modifiant et complétant la précédente et précisant les nouvelles conditions d'exercice sur les actes des autorités communales, départementales et régionales, la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État, la loi 85-97 du 25 janvier 1985 modifiant et complétant la loi du 22 juillet 1983 et portant dispositions diverses relatives aux rapports entre l'État et les collectivités territoriales, enfin l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée. Le contrôle de légalité est fondé sur trois principes : une

énumération limitative des actes soumis au contrôle, un contrôle a posteriori portant sur la seule légalité des actes, l'intervention du représentant de l'État (le cas échéant, celle du juge administratif).

Pierucci Christophe

Le responsable de BOP dans les services déconcentrés de l'Etat

In : Gestion et finances publiques, n°8-9, 2011

Ribot, Catherine

Le contrôle de légalité exercé par le préfet : entre perfectionnement contentieux et recherche administrative de performance

In : Revue Lamy des collectivités territoriales, n° 78, 2012, avril, p. 51-54

Deux arrêtés du Conseil d'État du 23 décembre 2011 considèrent que le déféré préfectoral concernant un contrat public n'est plus un recours pour excès de pouvoir, mais un recours de plein contentieux. Il s'agit là d'une avancée jurisprudentielle notable après trente ans de décentralisation. Le juge donne une nouvelle dimension au contrôle de légalité réalisé par le préfet et accompagne d'une manière générale les adaptations du contrôle de légalité exercé par les services de l'État sur les actes des autorités centralisées.

Simmony Marc

Genèse et évolution des budgets opérationnels de programme (BOP)

In : Gestion et finances publiques, n°8-9, 2011, p. 624 et suivantes

Tanguy François

Du « décret GBCP » à Action publique 2022 : cinq ans de modernisation de la gestion budgétaire et comptable

In : Gestion & Finances Publiques, 2019/2 (N° 2), p. 64-79.

Accès réservé aux publics de l'Ecole



Sites internet :

- [Chorus, l'outil de gestion financière, budgétaire et comptable en mode LOLF – Forum de la performance](#)
- [Programmes, BOP et UO : une gestion publique en prise directe avec la réalité du terrain - Forum de la performance](#)
- [Les responsables de programme et les responsables de budgets opérationnels de programme, acteurs de terrain de la nouvelle gestion publique](#)
- [La cartographie des budgets opérationnels de programme](#)